



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 30 janvier 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 22
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 23 janvier 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le mardi trente janvier à quatorze heures et trente minutes, les membres de la Communauté de Commune du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac) à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac)

Absents excusés :

Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage)

Absents :

M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Adhésion au service confection de la paie auprès du CDG17

Ressources Humaines

Monsieur Patrice BROUHARD, Président, expose :

La complexité de l'élaboration des bulletins de paie amène le Président à proposer à l'assemblée d'adhérer au service de la confection de la paie auprès du Centre de gestion de la Charente-Maritime.

Le Président explique à l'assemblée, le fonctionnement du service "confection de la paie" du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Charente-Maritime dont l'objet est d'assurer le traitement informatisé des salaires.

Il expose à l'assemblée les opérations réalisées par ce service à savoir :

- Calculer la paie, les indemnités et des charges salariales et patronales pour :
 - o les fonctionnaires titulaires ou stagiaires (temps complet, temps non complet, temps partiel, détachés, ...),
 - o les agents contractuels de droit public,
 - o les contrats aidés et les contrats d'engagement éducatif,
 - o les vacataires,
 - o les stagiaires de l'enseignement,
 - o les apprentis,
 - o les élus.
- Assurer la mise à disposition :
 - o des bulletins de salaire,
 - o des journaux de paie mensuels et annuels,
- Générer :
 - o l'état d'interface comptable ou du fichier permettant d'intégrer les écritures de paie en comptabilité,
 - o le fichier des virements des paies et indemnités de fonction.
- Assurer le dépôt de la DSN et la réception des taux d'imposition (CRM).

Cette prestation, dont les frais d'adhésion s'élèvent à 49 €, est actuellement assurée moyennant une participation de 10 € par mois et par bulletin.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le projet de convention relative à la prestation paie à façon avec le Centre de Gestion de Charente-Maritime ;

Après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'adhérer au service de confection de la paie du Centre de Gestion à compter de avril 2024 pour l'ensemble des agents de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;
- D'autoriser le Président à signer la convention ainsi que tout document afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
François SERVENT

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

